

Index AI : PRE01/152/2011
23 March 2011

Des manifestantes égyptiennes forcées à subir des « tests de virginité »

Mercredi 23 mars, Amnesty International a appelé les autorités égyptiennes à enquêter sur les graves allégations faisant état d'actes de torture, notamment de « tests de virginité » forcés, infligés par l'armée à des manifestantes arrêtés sur la place Tahrir plus tôt dans le mois.

Après que des militaires ont évacué avec violence les manifestants de cette place le 9 mars, au moins 18 femmes ont été placées en détention aux mains de l'armée. Amnesty International a été informée par des manifestantes qu'elles avaient été battues, soumises à des décharges électriques, fouillées au corps tandis que des soldats les photographiaient, puis forcées à subir des « tests de virginité » et menacées de poursuites pour prostitution.

Les « tests de virginité » constituent une forme de torture lorsqu'ils sont pratiqués de force ou sous la contrainte.

« Il est absolument inacceptable de forcer des femmes à subir des “tests de virginité”. Leur but est d'avilir les femmes parce qu'elles sont des femmes, a déclaré Amnesty International. Tous les membres de la profession médicale doivent refuser de participer à ces prétendus “tests”. »

Salwa Hosseini, 20 ans, a indiqué à Amnesty International qu'après avoir été arrêtée et conduite dans une prison militaire à Heikstep, elle a été forcée, avec les autres femmes, à retirer tous ses vêtements pour être fouillée par une gardienne de la prison, dans une pièce avec deux portes ouvertes et une fenêtre. Pendant cette fouille au corps, a-t-elle ajouté, des soldats regardaient dans la pièce et prenaient des photos des femmes nues.

Les femmes ont ensuite été soumises à des « tests de virginité » dans une autre pièce par un homme vêtu d'un manteau blanc. Elles ont été menacées d'être inculpées de prostitution si elles n'étaient « pas déclarées vierges ».

Selon les informations recueillies par Amnesty International, une femme qui a affirmé être vierge mais dont le test a soi-disant prouvé le contraire a été rouée de coups et soumise à des décharges électriques.

« Les femmes et les jeunes filles doivent pouvoir exprimer leurs opinions sur l'avenir de l'Égypte et manifester contre le gouvernement sans être détenues, torturées ou soumises à des traitements profondément dégradants et discriminatoires, a souligné Amnesty International.

« Les militaires ont tenté d'humilier encore les femmes en permettant à des hommes de regarder et de photographier ce qui se passait, avec pour elles la menace implicite de risquer de subir d'autres préjudices si les photos étaient rendues publiques. »

La journaliste Rasha Azeb a également été arrêtée sur la place Tahrir et a déclaré à Amnesty International

qu'elle avait été menottée, battue et insultée.

Après leur arrestation, les 18 femmes ont d'abord été conduites dans une annexe du musée du Caire, où elles auraient été menottées, frappées avec des bâtons et des tuyaux, soumises à des décharges électriques dans la poitrine et les jambes, et traitées de « prostituées ».

Rasha Azeb pouvait voir et entendre les autres femmes être torturées à coups de décharges électriques pendant toute la durée de leur détention au musée. Elle a été libérée au bout de quelques heures avec quatre hommes également journalistes, mais les 17 autres femmes ont été transférées à la prison militaire de Heikstep.

Les témoignages d'autres femmes détenues en même temps recueillis par le centre El Nadim pour la réadaptation des victimes de violence correspondent à ceux de Rasha Azeb et de Salwa Hosseini faisant état de coups, de décharges électriques et de « tests de virginité ».

« Les autorités égyptiennes doivent mettre fin au traitement choquant et dégradant des manifestantes. Les femmes ont pleinement participé au changement apporté en Égypte et ne doivent pas être punies pour avoir milité, a ajouté Amnesty International.

« Tous les membres des forces de sécurité et de l'armée doivent être clairement informés que la torture et les autres formes de mauvais traitements, y compris les “tests de virginité” forcés, ne seront plus tolérés et feront l'objet d'enquêtes exhaustives. Les personnes reconnues responsables de tels actes doivent être traduites en justice et les femmes courageuses qui ont dénoncé ces sévices doivent être protégées des représailles. »

Les 17 femmes détenues à la prison militaire ont toutes été présentées devant un tribunal militaire le 11 mars et remises en liberté le 13 mars. Plusieurs d'entre elles ont été condamnées à un an de prison avec sursis.

Salwa Hosseini a été reconnue coupable de trouble à l'ordre public, de destruction de biens privés et publics, d'entrave à la circulation routière et de détention d'armes.

Amnesty International s'oppose aux procès de civils devant des tribunaux militaires en Égypte, pays bien connu pour ses procès iniques, où le droit de faire appel est fortement restreint.